

"Enquête indépendante" sur l'attaque de Lemgheiti Les dessous d'une lecture particulière

Alors que les cicatrices laissées par l'attaque de Lemgheiti sont encore béantes, que le sursaut patriotique que cette agression barbare a soulevé est intact, que l'heure est à la traque à nos frontières Nord-Est, à l'apaisement et au dialogue au niveau intérieur avec l'audience présidentielle accordée aux présidents de commissions issues du Forum sur les Valeurs Démocratiques et la Citoyenneté, un rapport vient d'être publié par l'opposition en exil, lequel, donne une effroyable lecture de la tragédie de Lemgheiti. Un rapport qui laisse libre cours aux opinions, assez connues, de ses auteurs, plus qu'aux véritables techniques de l'investigation.

Sous le titre "Impasse politique et réflexes sécuritaires en Mauritanie: Comment fabriquer le terrorisme utile", un rapport d'"enquête indépendante" de 40 pages inonde le Web depuis quelques jours. Ce rapport réalisé par quelques mauritaniens vivant en exil et appartenant à des organisations de l'opposition radicale dont (conscience et résistance, les islamistes de l'extérieur, et d'autres) revient sur l'attaque de Lemgheiti et attribue sa responsabilité au pouvoir, en se fondant sur des coupures de presse, des déclarations et des recoupements.

Se présentant comme la première "investigation indépendante" alors que le positionnement politique de ses auteurs est connu et qu'ils ne se sont guère rendus à Lemgheiti, le rapport expose des faits considérés "embarrassants" pour le Gouvernement mauritanien accusé d'entretenir des liens avec le GSPC dans le cadre de la traque des putschistes en fuite (localisés au Nord de la Côte d'Ivoire) ainsi que pour la sécurisation du trafic des cigarettes au Nord-Est de la Mauritanie.

Les co-auteurs du rapport ont estimé que l'attaque de Lemgheiti avait été "suscitée" par le pou-

voir qui s'est servi pour des considérations de politique intérieure de la menace terroriste qu'il a "sciemment exagérée" avant de conclure, en demandant à l'Union Européenne, la création d'une Commission d'enquête internationale pour faire la lumière sur l'attaque de Lemgheiti.

Dans leur prose habituelle, les coauteurs nous (re) présentent une Mauritanie "gouvernée d'une main de fer où des dizaines de complots sont invoqués et attribués aux opposants les plus déterminés du moment, une politique marquée par les préoccupations sécuritaires destinés à détourner l'attention".

"Enquête indépendante" sur l'attaque de Lemgheiti

Les dessous d'une lecture particulière

S'agissant... de l'attaque de Lemgheiti, le rapport dit établir les contradictions et les faiblesses de la thèse officielle car "aucun rapport n'existe entre les assaillants et les Réformistes Musulmans. Que les connivences avérées entre les organes de renseignement mauritaniens et le GSPC expliquent que l'acte meurtrier de Lemgheiti ait été l'objet d'une provocation délibérée ou d'une entente entre les deux protagonistes" (NDLR : Pouvoir et GSPC).

Par la suite, il est souligné de "fortes rivalités entre les lobbies de trafiquants qui animent le commerce transfrontalier au Nord et que la détermination des autorités mauritaniennes à contraindre les survivants de Lemgheiti au silence, accentue les suspicions."

Les non dits

Le rapport n'a pas apporté de preuves édifiantes aux graves accusations et insinuations qu'il a laissées entendre. Aucune confession d'un membre du GSPC, aucune interview d'un survivant de l'attaque. Bourré de copiés collés des postings de l'organisation "conscience et résistance", de déclarations d'organisations de défense de droits de l'homme, de coupures de presse, le rapport est resté dans l'à propos et fut assez hâtif dans ses conclusions. Du prologue du rapport à sa fin, nous avons eu droit à la littérature maintes fois ressassée bien avant Lemgheiti et que nous récitons maintenant par cœur.

Percutant comme à l'accoutumée, partout, la main du renseignement mauritanien : une armée souvent utilisée pour discrétiser les sceptiques, et laquelle nous goû-

tons de temps à autre, comme si les mauritaniens n'ont pu être que des radicaux ou des agents de renseignement (tristes perspectives!) : les auteurs ont voulu faire croire, encore une fois, que les jihadistes ayant suivi un entraînement dans les camps du GSPC étaient manipulés par des agents de renseignement. Si l'on sait que les premiers contacts entre le GSPC et les salafistes mauritaniens remontent à 2003 et qu'il a fallu attendre 2005, pour voir des jihadistes arrêtés, que d'autres jihadistes sont restés avec l'organisation terroriste et ont vraisemblablement participé à la tuerie de Lemgheiti, on a une idée de la légèreté d'une telle thèse.

Même la revendication par le GSPC de l'attaque de Lemgheiti sur son site Internet est suspecte aux yeux des co-auteurs du rapport qui n'auront tout de même pas voulu s'attarder sur la formule utilisée par le GSPC qui avait pourtant écrit avoir attaqué Lemgheiti pour venger des "frères arrêtés en Mauritanie". Les co-auteurs du rapport n'ont pas voulu nous édifier sur ces "frères du GSPC" ? Ce ne sont certainement pas, les Réformistes Musulmans mais bien, les salafistes mauritaniens. On pourra aussi se demander à quelle école de l'islamisme mauritanien, appartiennent les autres islamistes présents dans les rangs des "cavaliers du changement" ? Mais là, il s'agit d'une question en relation avec Zegwa, Koutiala, Bouaké, Ouaga 2000, Bruxelles mais pas avec Lemgheiti.

Un autre aspect a été totalement ignoré par les "enquêteurs". C'est leur proximité, eux, avec le mouvement armé des "cavaliers du

changement". Tout comme les menaces de recours à la violence maintes fois lancées, par au moins, l'une des organisations auteur du rapport. Au contraire, il ressort du même rapport une nette volonté de blanchir les "cavaliers du changement" des suspicions de liens avec un GSPC avec lequel un contrat aurait été passé - selon le même rapport - en vue de les traquer. Tout comme il aura été ridicule de tenter de lier dans une quelconque relation avec le GSPC, des personnalités mauritaniennes proches de la cause sahraouie et bien évidemment de l'Algérie. En un

mot, ce rapport constitue plutôt une réponse du berger à la bergère. Face aux graves accusations formulées par le pouvoir à l'endroit des islamistes modérés fussent-ils ou radicaux, les auteurs du rapport ont joué - eux aussi - la carte de la surenchère dans l'objectif évident de saper l'élan national né de l'agression de Lemgheiti et pour torpiller la logique de dialogue et d'apaisement amorcée les 11 et 12 avril derniers en Mauritanie, avec le forum sur les valeurs démocratiques et la citoyenneté.